

## ARRETÉ DU MAIRE N°A2024\_69

Notifié le :

Domaine d'intervention :  
8. Domaine de compétence par thème  
8.3.2 Permission de voirie

### ARRETÉ DU MAIRE AUTORISANT DES TRAVAUX SUR LA VOIRIE

Le Maire de la Commune de Feigères,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2 ;

**Vu** le Code de la Route, et notamment les articles L110-2 et L411-1, ;

**Vu** l'instruction générale sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 modifiée et complétée par arrêtés des 24 novembre 1967, 17 octobre 1968, 23 juillet 1970, 8 mars 1971, 20 mai 1971, 10 juillet 1971 et 7 juin 1974 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant « l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire »,

**Vu** la demande de l'entreprise SBTP en date du 4/9/2024

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation CHEMIN BOIS DE LA DAME pour les travaux d'extension du réseau de gaz pour la promotion immobilière SCCV ARBOR ET SENS.

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Arrêté municipal réglementant la circulation Chemin Bois de la Dame

### **ARTICLE 2**

Les travaux auront lieu du 11/9/2024 au 5/10/2024

### **ARTICLE 3**

Les travaux seront réalisés par l'entreprise SBTP à Bourg en Bresse.

### **ARTICLE 4**

La signalisation temporaire, conforme aux dispositions du Code de la route et à l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 précité, sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SBTP

- *Le Chemin Bois de la Dame sera fermé à la circulation,*
- *l'accès aux véhicules de secours et aux riverains à leur habitation sera maintenu en permanence,*
- *l'accès aux véhicules de chantier se fera pas l'accès provisoire du chantier SCCV ARBOR ET SENS,*

**Toutes les dispositions de sécurité devront être prises par l'entreprise SBTP**

#### **ARTICLE 5**

Aucune redevance ne sera appelée pour cette occupation du domaine public, le montant étant inférieur à 15 €.

#### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté :

- *SBTP*
- *MPC : maitre d'œuvre*
- *ISL : Mme Solle*
- *Les services techniques de la Commune de Feigères*
- *La Police municipale*
- *Les riverains*

#### **ARTICLE 8**

Mme le Maire de la commune de Feigères, Madame la secrétaire générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et/ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Feigères, le 4/9/2024

Michel Sallin, 1<sup>er</sup> adjoint au maire



*Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, d'un recours hiérarchique auprès du supérieur hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification. Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2011-1202 du 28/09/2011, à peine d'irrecevabilité, la requête devant le Tribunal Administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros à moins que le requérant ne bénéficie de l'aide juridictionnelle.*